



Mairie de Blaye

Procès Verbal du Conseil Municipal

DU MARDI 9 DECEMBRE 2014 A 19H00

L'an deux mille quatorze le 9 décembre, le Conseil Municipal de la Commune de Blaye étant assemblé en session ordinaire, salle du conseil municipal, après convocation légale en date du 2 décembre, sous la présidence de Monsieur DENIS BALDES Maire de Blaye.

Etaient présents :

Denis BALDÈS, Maire.

M. RIMARK, Mme BAUDÈRE, M. WINTERSHEIM, Mme SARRAUTE (délibération n° 19 : départ 21h26 avant le vote – retour à 21h27 après le vote), M. CARREAU, Mme MERCHADOU, M. LORIAUD, Mme HIMPENS, Adjoint, Mme DUBOURG, M. VERDIER, Mme HOLGADO (arrivée à 19h12 pendant la lecture de la décision n° D/2014/248), M. GABARD, Mme LUCKHAUS, M. SABOURAUD, Mme BERTHIOT, M. INONCENCIO, Mme HERMILLY, M. BODIN, Mme QUERAL, Mme LANDAIS, Conseillers Municipaux.

Etaient excusés et représentés par pouvoir :

Mme FLORENTIN à Mme HERMILLY, M. ÉLIAS à M le Maire, M. MONMARCHON à M. WINTERSHEIM, M. LIMINIANA à Mme QUERAL et Mme BESNAULT à M. BODIN.

Était excusée :

Mme BAYLE.

Conformément à l'article L - 2121-15 du Code Général des Collectivités Territoriales, M. INONCENCIO est élu secrétaire de séance à l'unanimité.

Monsieur le Maire procède à l'appel et constate que le quorum est atteint, lit l'ordre du jour, puis demande si le conseil municipal adopte le compte rendu du 04 novembre 2014.

Le compte rendu du Conseil Municipal est adopté à l'unanimité.



Objet : Informations sur les décisions prises en application de l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales

D/2014/237-Contrat de cession d'exploitation d'une prestation artistique avec KARAKOIL Production.

D/2014/238-Mise à disposition de la salle 13 de l'ancien Tribunal au profit de l'association "Les Jardins partagés du Saugeron".

D/2014/239-Contrat d'assistance et de maintenance du logiciel LOGIPOL +.

D/2014/240-Passation d'un avenant du contrat de prestations de service pour le ramassage des animaux morts sur la voie publique.

D/2014/241-Contrat de gardiennage dans le cadre de la foire Sainte Catherine.

D/2014/242-Passation d'une convention avec Jean - Michel LAFON -Réforme des rythmes scolaires : intervention périscolaire : Temps d'Activités Périscolaires -Année scolaire 2014 – 2015.

D/2014/243-Passation d'un marché public de prestations de services- Evaluation environnementale dans le cadre du PLU de Blaye.

D/2014/244-Mise à disposition d'un local de l'école Vallaeys au profit du SNUDI FO 33.

D/2014/245-Convention de formation professionnelle sur le thème « Manipulation d'extincteurs ».

D/2014/247-Contrat de maintenance de l'élévateur pour personnes à mobilité réduite du Couvent des Minimes.

D/2014/248-Mise à disposition d'un logement de l'école Vallaeys au profit de Madame Chantal RÉMIGÉREAU.

D/2014/249-Mise à disposition de 2 salles municipales sises 7-9 rue Urbain Albouy et de la salle de motricité de l'école Grosperrier au profit de l'association "Amicale Laïque de Blaye".

D/2014/250-Mise à disposition d'une salle municipale sise 7-9 rue Urbain Albouy au profit de l'association "Les Coeurs joyeux".

D/2014/251-Mise à disposition de 2 salles municipales sises 7-9 rue Urbain Albouy au profit du Comité des Oeuvres Sociales du canton de Blaye.

D/2014/252-Mise à disposition des salles 1 et 2 en résidence et des salles mutualisées de l'ancien Tribunal au profit de la F.C.P.E. des collèges et lycées.

D/2014/253-Mise à disposition d'un local municipal sis sur les allées Marines au profit de l'association "Blaye Nautique".

D/2014/254-Mise à disposition d'un local sis au 10, avenue du 144ème R.I. dans la Citadelle au profit de Monsieur Eric ALLARD.

D/2014/255-Mise à disposition d'un local municipal sis 1, rue du Couvent des Minimes dans la Citadelle au profit de Madame Christel CLOUZIE.

D/2014/256-Mise à disposition d'un local municipal sis 6, rue du Couvent des Minimes dans la Citadelle au profit de la société SO.BO.GA.

D/2014/257-Mise à disposition de la salle 9 de l'ancien Tribunal au profit de l'association Relais.

D/2014/258-Mise à disposition de la salle des Aînés sise 7-9 rue Urbain Albouy au profit de l'association "Eglise Evangélique des plus que Vainqueurs ».

D/2014/259-Mise à disposition d'un local sis 6, rue du Bastion Saint Romain dans la Citadelle, au profit de Monsieur Philippe FOURCHERAUD.

D/2014/260-Mise à disposition de la salle 3 de l'ancien Tribunal au profit de l'Association de Consommateurs de la Haute Gironde.

D/2014/261-Mise à disposition des salles mutualisées de l'ancien Tribunal au profit de l'association "Eglise Réformée Evangélique".

D/2014/262-Mise à disposition du local du Patrimoine sis rue du Bastion Saint Romain dans la Citadelle, au profit de l'association "Contact 33".

D/2014/263-Mise à disposition de la Maison des Sociétés, de la salle de la Poudrière et du Couvent des Minimes au profit de l'Office du Tourisme du canton de Blaye.

D/2014/264-Convention de formation sur le thème Solution DIBTIC Droit de Place-Marché.

D/2014/265-Mise à disposition d'un local sis 2, rue du Couvent des Minimes dans la Citadelle, au profit de Maxime GARCIA et Delphine NAGATSUKA.

D/2014/266-Mise à disposition d'un local sis 9, avenue du 144ème R.I. dans la Citadelle, au profit de Madame Maryse SAROS.

D/2014/267-Mise à disposition d'un local sis rue du Bastion Saint Romain dans la Citadelle, au profit de Madame Emilie BAUDRAIS-SERRA.

D/2014/268-Mise à disposition de la salle 5 de l'ancien Tribunal sise au 13 de la rue André Lamandé avec l'association "Les Animaniacs".

D/2014/269-Mise à disposition de la salle 3 de l'ancien Tribunal sise au 13, de la rue André Lamandé au profit de l'association "Questions pour un champion".

D/2014/270-Mise à disposition de la Chapelle et du Narthex au Couvent des Minimes, au profit de l'association "Orchestre d'Harmonie de Cars et Blaye".

D/2014/271-Mise à disposition de plusieurs salles du Couvent des Minimes au profit de l'association "Conservatoire de l'Estuaire".

D/2014/272-Passation de marchés publics de services - Services d'assurances.

D/2014/273-Contrat de maintenance et d'assistance du logiciel Carte +.

D/2014/274-Passation d'un avenant n° 1 au marché public de prestations de services- Maintenance préventive des installations de chauffage et sanitaire.

D/2014/275-Passation d'un marché public de prestations de services - Maintenance et entretien du parc informatique.

D/2014/276-Passation d'un avenant avec le GEMEF "réforme rythmes scolaires" : intervention périscolaire : temps d'activités périscolaires 2014-2015.

D/2014/277- Mise à disposition d'un local sis 4, rue du Couvent des Minimes dans la Citadelle, au profit de Madame Martine BUTTAZZONI.

D/2014/278-Mise à disposition de la salle 1 à l'étage du Couvent des Minimes au profit de l'association "Les Oreilles Décollées".

1 - Acquisition d'un terrain ZAC Haussmann - parcelle ORANGE

Rapporteur : M. RIMARK

Dans le cadre de l'aménagement de la ZAC Haussmann, lieu d'implantation, entre autre, de la future Maison de la Santé et d'équipements médico-sociaux, il est nécessaire d'acquérir un bande de terrain d'une superficie de 452 m² (parcelle cadastrée AP 44).

L'objectif est de permettre un élargissement de la bande de circulation (rue de Touvent – CD 133) ainsi que la création d'une voie douce (piétons et cyclistes).

L'ensemble des travaux est réalisé par la Communauté de Communes de Blaye.

Le service des domaines a estimé le prix du m² à 11,50 €.

Le propriétaire de cette parcelle est la société ORANGE.

Après négociation, le prix d'acquisition est de 9 000 €.

Il proposé au Conseil Municipal :

- d'acquérir auprès de la société ORANGE 452 m² la parcelle cadastrée AP 44 au prix de 9 000 € auxquels il conviendra d'ajouter les frais notariés
- d'autoriser Monsieur le Maire à signer tous actes ou documents afférents à cette acquisition.

Les dépenses correspondantes seront inscrites au budget principal chapitre 21 article 2111.

La commission n°1 (Finances - Ressources Humaines - Administration Générale Et Associations Diverses) s'est réunie le 1 décembre 2014 et a émis un avis favorable.

Pour : 26

Abstention:

Contre :

Après en avoir délibéré le conseil municipal adopte la délibération à l'unanimité.

2 - Acquisition d'un terrain ZAC Haussmann - Parcelle Mme FRANCES

Rapporteur : M. RIMARK

Dans le cadre de l'aménagement de la ZAC Haussmann, lieu d'implantation, entre autre, de la future Maison de la Santé et d'équipements médico-sociaux, il est nécessaire d'acquérir un bande de terrain d'une superficie de 240 m² (parcelle cadastrée AP 294).

L'objectif est de permettre un élargissement de la bande de circulation (rue de Touvent – CD 133) ainsi que la création d'une voie douce (piétons et cyclistes).

L'ensemble des travaux est réalisé par la Communauté de Communes de Blaye.

Le service des domaines a estimé le prix du m² à 11,50 €.

Le propriétaire de cette parcelle est Mme FRANCES Christine.

Après négociation, le prix d'acquisition est de 5 000 €.

Il proposé au Conseil Municipal :

- d'acquérir auprès de Mme FRANCES Christine 240 m² la parcelle cadastrée AP 294 au prix de 5 000 € auxquels il conviendra d'ajouter les frais notariés
- d'autoriser Monsieur le Maire à signer tous actes ou documents afférents à cette acquisition.

Les dépenses correspondantes seront inscrites au budget principal chapitre 21 article 2111.

La commission n°1 (Finances - Ressources Humaines - Administration Générale Et Associations Diverses) s'est réunie le 1 décembre 2014 et a émis un avis favorable.

Pour : 26

Abstention:

Contre :

Après en avoir délibéré le conseil municipal adopte la délibération à l'unanimité.

3 - Cession du terrain cadastré AD 11 à la Communauté de Communes du Canton de Blaye

Rapporteur : M. RIMARK

La ville de Blaye est propriétaire d'un terrain situé à Boisredon cadastré AD 11, d'une contenance de 5 874 m² qui se situe dans le périmètre de la Zone d'Aménagement Concertée Haussmann.

Périmètre où la Communauté de Communes du Canton de Blaye (CCB) crée, dans le cadre de ses compétences d'aménagement du territoire et de développement économique, une zone d'activités communautaire pour satisfaire les besoins d'accueil d'activités diversifiées en particulier celles à caractères sanitaire, médicale et sociale.

Dans ce cadre la CCB souhaite acquérir ce terrain.

Par délibération du 21 février 2008, le conseil municipal avait autorisé Monsieur le Maire à vendre ce terrain pour un montant de 188 000 €.

Le service des Domaines a estimé la parcelle à 76 362 € soit 13 € le m².

Considérant l'intérêt général qui se rattache à l'opération d'aménagement de cette zone sur le territoire de la commune, il est proposé au conseil municipal :

- d'abroger la délibération du 21 février 2008 ;
- d'autoriser la cession à l'euro symbolique du terrain AD 11 d'une contenance de 5 874 m² au profit de la CCB ;
- d'autoriser Monsieur le Maire à signer l'acte de cession à intervenir ainsi que tous les documents y afférents.

La recette correspondante sera inscrite à l'article 775 du budget communal.

La commission n°1 (Finances - Ressources Humaines - Administration Générale Et Associations Diverses) s'est réunie le 1 décembre 2014 et a émis un avis (trois pour, trois contre).

M le Maire : les commissions ont pour but de préparer le travail du conseil municipal, cela n'empêche pas les débats. Je vous repropose ce qui était prévu.

Mme QUERAL : actuellement on n'arrête pas de dire que les subventions sont en baisse, que les recettes diminuent.

M le Maire : ce qui est vrai et pour tout le monde.

Mme QUERAL : or on a l'impression que l'on est en train de brader le terrain alors que l'on aurait au moins pu le vendre au prix estimé par les domaines. On note bien l'aspect social défendu par ce projet mais est-ce qu'il est raisonnable de le laisser partir pour 1 € symbolique ?

M BODIN : quel est le projet qui viendra sur cette parcelle puisque l'on parle d'un projet à vocation sociale ?

M le Maire : nous sommes sur la zone d'activité économique de la CCB. Vous remarquerez qu'entre la première estimation des domaines et la deuxième, en quelques petites années, la différence est importante car nous ne sommes même pas à la moitié. Ce terrain est normalement prévu pour recevoir avec une partie des terrains appartenant déjà à la CCB, l'IME. L'IME devrait quitter la rue des Maçons pour venir s'implanter à moyen terme sur le pôle santé. L'IME est portée par une association, l'ADAPEI. Nous travaillons avec la CCB et l'ADAPEI à faciliter leur implantation sur le pôle. On ne peut pas considérer cette installation comme un équipement purement commercial, à but lucratif. On est vraiment sur un domaine social. Je ne peux pas aller plus loin que cela car ici je ne suis pas le président de la CCB. Je dois respecter les négociations qui existent au travers la CCB et le conseil communautaire. Mais on ne peut pas considérer comme la même chose un équipement à but non lucratif qui relève du domaine social avec un équipement à but lucratif. Je pense que le point le plus important dans cette affaire c'est de prendre conscience et en considération que les travaux de requalification et de requalibrage de la route de Touvent, ont été réalisés et financés par la CCB et que la ville de Blaye aurait mis certainement beaucoup plus de temps pour sécuriser le trafic existant sur cet axe. Quant on connaît les montants de travaux investis par la CCB sur le pôle santé soit environ 5 millions d'€. Si je ne prends que la voirie, il faudrait vérifier le chiffre, nous sommes peut être à 800 000 €, ce qui est important. Je trouve qu'il serait mesquin, de la part de la ville, de demander 76 000 € alors que la CCB assure pleinement les travaux de cette voirie qui était extrêmement dangereuse pour tous les piétons. Et vous savez combien de personnes empruntent cette voirie sans éclairage et sans trottoir alors que les voitures circulent assez rapidement. La ville n'aurait jamais eu les moyens de le faire. Je ne me vois pas aujourd'hui demander à la CCB de payer en retour le terrain pour 76 000 €. Parfois il faut savoir être compréhensible et loyal envers la CCB. La CCB n'est pas une autre strate territoriale, c'est un outil de coopération intercommunale. C'est le même échelon que la commune. On ne peut pas se comporter envers la CCB comme on le ferait avec une entité privée ou une autre institution.

Mme QUERAL : c'est sûr que cela éclaire le choix.

Pour : 21

Abstention: 5 (Mmes Marie Ange LANDAIS, Nadine QUERAL et Isabelle BESNAULT et Ms Thierry BODIN et Vincent LIMINIANA)

Après en avoir délibéré le conseil municipal adopte la délibération à l'unanimité.

M le Maire : malgré ces explications, vous ne partagez pas si je comprends bien.

M BODIN : effectivement c'est un choix. C'est vrai que ce choix là on se le pose aujourd'hui sur une implantation. C'est le problème des implantations sur les collectivités. Le cinéma c'est Blaye qui le finance alors que toute la population du canton voit au delà en profite. Donc on s'abstient.

M le Maire : vous savez M. BODIN, la CCB et les élus qui habitent sur les 13 communes, après de nombreux débats d'orientation budgétaire, portent des projets qui sont sur la ville de Blaye comme la piste cyclable, l'étude fluvestre pour transformer le chenal en bassin à flot. On ne peut pas demander à la CCB de tout porter, il faut être reconnaissant, il y a des logiques. La CCB est pour toutes les communes et pas seulement pour Blaye.

M BODIN : dans la CCB il y a également Blaye.

M le Maire : bien sûr mais il faut être cohérent.

4 - Réalisation d'une Aire de mise en Valeur de l'Architecture et du Patrimoine (AVAP) - AP/CP : modification

Rapporteur : M. RIMARK

Conformément au Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier l'article L 2311-3, le conseil municipal, par délibération du 27 janvier 2009, a mis en place une procédure d'Autorisation de Programme et de Crédits de Paiement pour la réalisation de l'Aire de Mise en Valeur de l'Architecture et du Patrimoine (anciennement Zone de Protection du Patrimoine Architectural, Urbain et Paysager).

Il s'avère nécessaire de modifier cette autorisation de programme.

L'autorisation de programme se présente ainsi :

Prestations	Montant de l'Autorisation de Programme	Montant des Crédits de Paiements						
		2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015
Etude	41 314,86		2 837,02	11 052,42	4 085,64	3 628,28	15 468,50	4 243,00
Publicités	530,00	280,00					250,00	
Total	41 844,86	280,00	2 837,02	11 052,42	4 085,64	3 628,28	15 718,50	4 243,00

Une Autorisation de Programme constitue la limite supérieure des dépenses qui peuvent être engagées pour le financement des investissements.

Il est donc proposé au conseil municipal d'adopter la nouvelle répartition des crédits de paiement de cette autorisation de programme.

La commission n°1 (Finances - Ressources Humaines - Administration Générale Et Associations Diverses) s'est réunie le 1 décembre 2014 et a émis un avis favorable.

Pour : 26

Abstention:

Contre :

Après en avoir délibéré le conseil municipal adopte la délibération à l'unanimité.

5 - Réalisation d'un Plan Local d'Urbanisme - AP/CP : modification

Rapporteur : M. RIMARK

Conformément au Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier l'article L 2311-3, le conseil municipal, par délibération du 27 janvier 2009, a mis en place une procédure d'Autorisation de Programme et de Crédits de Paiement pour la réalisation du Plan Local d'Urbanisme.

Il s'avère nécessaire de modifier cette autorisation de programme.

L'autorisation de programme se présente ainsi :

Prestations	Montant de l'Autorisation de Programme	Montant des Crédits de Paiements						
		2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015
Etude	91 855,08		14 691,22	26 191,05	6 478,83	6,13	35 379,85	9 108,00
Publicités	949,73	699,73						250,00
Total	92 804,81	699,73	14 691,22	26 191,05	6 478,83	6,13	35 379,85	9 358,00

Une Autorisation de Programme constitue la limite supérieure des dépenses qui peuvent être engagées pour le financement des investissements.

Il est donc proposé au conseil municipal d'adopter la nouvelle répartition des crédits de paiement de cette autorisation de programme.

La commission n°1 (Finances - Ressources Humaines - Administration Générale Et Associations Diverses) s'est réunie le 1 décembre 2014 et a émis un avis favorable.

Pour : 26

Après en avoir délibéré le conseil municipal adopte la délibération à l'unanimité.

6 - Vente du terrain cadastré AM193

Rapporteur : M. RIMARK

Dans le cadre d'une gestion foncière maîtrisée, la ville de Blaye souhaite vendre la parcelle cadastrée AM 193 située rue Roger Tozini.

Il s'agit d'un terrain que la ville de Blaye avait, en 2004, préempté pour la somme de 5 000 € afin de réaliser un aménagement de parking pour les usagers des services publics.

Cette parcelle est d'une superficie de 360 m².

Le service des domaines a estimé la valeur vénale de ce bien à 18 000 €.

Madame et Monsieur ROGER, propriétaire d'un immeuble jouxtant cette parcelle, se propose de l'acquérir pour la somme de 5 000 €.

Il s'agit des mêmes personnes qui souhaitaient l'acquérir en 2003 au prix de 5 000 €.

Il est proposé au Conseil Municipal :

- de vendre à Madame et Monsieur ROGER la parcelle cadastrée AM 193 au prix de 5 000 € auxquels il conviendra d'ajouter les frais notariés
- d'autoriser Monsieur le Maire à signer tous actes ou documents afférents à cette acquisition.

Les recettes correspondantes sont prévues au Budget Primitif M14 article 775 chapitre 77.

La commission n°1 (Finances- Ressources Humaines- Administration Générale Et Associations Diverses) s'est réunie le 1 décembre 2014 et a émis un avis favorable.

M BODIN : M le Maire, malgré votre présentation théâtrale lors du dernier conseil municipal concernant la vente de cette parcelle, essayant ainsi de faire diversion du vrai problème soulevé.

Nous dénonçons que tous les moyens pour optimiser le prix de vente de cette parcelle n'ont pas été mis en œuvre, qu'il a fallu notre intervention pour que vous sollicitiez l'intérêt ou non des riverains concernés.

Cette consultation s'est faite pour le moins à la légère ; (envoi des courriers au locataire au lieu du propriétaire, ou tout simplement pas à la bonne adresse et ce en courrier simple).

Nous devons également rappeler qu'un riverain occupant sans titre ni droit cette parcelle n'a pas eu la visite de vos services.

Par ailleurs vous avez justifié votre décision en précisant que vous pensiez que l'on pouvait admettre que l'ancienne municipalité avait exagérément préempté à l'époque et de vous interroger : « Pourquoi la municipalité préempte et l'achète 5 000 euros pourquoi elle n'en fait rien ? ». Et de vous positionner pour soi-disant réparer un préjudice.

Or Monsieur le Maire vous saviez pertinemment que cette parcelle a été préemptée en attendant la succession Bartheu lors de laquelle il était prévu de préempter une seconde parcelle mitoyenne pour enfin réaliser l'agrandissement du parking autour du centre des impôts.

Cette succession est intervenue il y a à peine un an et c'est vous Monsieur le Maire qui aurait dû préempter pour mener à son terme ce projet.

Vous en avez décidé autrement, c'est votre choix mais assumez-le plutôt que de trouver des boucs-émissaires.

Nous pensons que les usagers des administrations voisines et ceux fréquentant de plus en plus l'ancien tribunal auraient apprécié la réalisation d'un tel parking.

Pour ces raisons, nous ne voterons pas cette délibération.

M le Maire : cela va être très intéressant ce soir le traitement de ce sujet. Je suis particulièrement impressionné par votre aplomb mais nous allons en discuter. Vous avez bien fait de venir ce soir.

M CARREAU : je vais revenir encore une fois sur la genèse de l'histoire. Ce terrain a été préempté et je me demande encore pourquoi. Je l'avais dit lors du conseil précédent. J'étais le vendeur de ce terrain à l'origine et quand j'ai voulu le vendre personne n'en voulait. M ROGER est venu me voir pour l'acheter. M BUETAS, adjoint de

l'époque, était venu voir le terrain au titre de la Mairie. Je me suis retourné vers lui avant de le vendre pour savoir si la Mairie était toujours intéressée pour l'acheter et il m'a dit que la Mairie n'en voulait pas. Et le jour où je mets en vente le terrain, la ville le préempte.

Mme BARTHEU, dont vous parlez, vient me voir quelque temps plus tard et me dit « comme la ville a préempté ton terrain, je vais lui proposer le mien ». Mme BARTHEU est venue proposer le terrain à la municipalité car elle préparait ses partages avec ses enfants. La municipalité a indiqué ne pas être intéressée par ce terrain.

Il faudrait peut être un jour arrêter de dire n'importe quoi. Là, ce ne sont que des mensonges. Je suis navré mais la vérité est là.

M le Maire : M BODIN, qu'avez-vous à répondre ?

M BODIN : je ne répondrai pas.

M le Maire : à mon tour : là je trouve M. BODIN que non seulement vous n'avez pas reconnu votre faute mais vous persistez et vous signez sur une voie de malhonnêteté. J'assume mes propos publiquement. Je vais donner la parole à M. Jérôme FAURE, directeur général des services, qui vous a fait visiter le terrain.

M FAURE : suite à votre demande par écrit par lequel vous sollicitez la visite du terrain, je vous y ai conduit. Nous sommes rentrés sur le terrain et vous m'avez informé ce jour là que vous souhaitiez acquérir cette parcelle car vous envisagiez de réhabiliter le logement situé au dessus de votre agence et que cette réhabilitation était conditionnée par la mise à disposition ...

M BODIN : totalement faux !

M FAURE : par le locataire du jardin.

M BODIN : je vous arrête, c'est totalement faux. Je n'ai pas eu de projet de réhabilitation. M. FAURE, je ne vous ai jamais dit ça.

M FAURE : si.

M BODIN : la seule chose que j'ai dite uniquement c'est que lorsque l'on est monté sur le perron de la petite maison qui se trouve sur la parcelle « comment cela se fait que c'est occupé ? C'est la personne qui occupe cette parcelle qui devrait l'acheter ». Je vous ai dit uniquement ça.

M FAURE : non

M BODIN : le seul intérêt que j'avais sur cette parcelle c'était l'abandon du droit de passage. C'était la seule chose.

M FAURE : non.

M BODIN : je ne vous ai pas dit que je devais réhabiliter.

M FAURE : si.

M BODIN : c'est totalement faux M FAURE. Vous mentez.

M FAURE : pas du tout.

M BODIN : vous mentez. C'est trop facile. C'est votre parole contre la mienne.

M FAURE : tout à fait.

M BODIN : moi ce débat là, moi je n'en parle pas.

M le Maire : ce qu'il y a de sûr M. BODIN, c'est qu'il y a des faits, des actes de votre part et votre attitude qui démontrent une chose très simple : en juillet lorsque vous avez manœuvré au sein du conseil municipal, afin que je retire la délibération...

M BODIN : c'est totalement faux.

M le Maire : laissez-moi terminer s'il vous plaît.

M BODIN : c'est totalement faux.

M le Maire : laissez-moi terminer.

Par la suite nous avons envoyé des courriers, vous avez répondu, vous avez visité et vous avez fait une offre de 6 000 €. Cette offre de 6 000 € prouve que vous avez délibérément manœuvré, au sein du conseil municipal de juillet, afin de servir vos intérêts personnels.

M BODIN : c'est totalement faux.

M le Maire : je n'ai pas grand-chose d'autre à dire. Par contre, ce dont je suis extrêmement troublé, M BODIN, c'est par votre attitude. Ce qui me trouble profondément c'est d'avoir un élu de la République, au sein de ce conseil, qui confond aisément l'intérêt privé, personnel et l'intérêt public, qui persiste après avoir réalisé des actes qui sont des preuves. Vous ne reconnaissez rien et vous signez. Je pense que l'ensemble du conseil tombe vraiment de haut car nous n'avons jamais vu cela. En 20 ans, depuis la précédente municipalité conduite par Bernard MADRELLE, je n'ai jamais vu cela : un élu de la République qui se comporte comme vous. C'est grave M. BODIN, c'est extrêmement grave.

M BODIN : qui vous êtes, pour m'accuser M le Maire ?

M le Maire : en plus vous essayez de retourner la situation. Vous avez un culot monumental. « Théâtrale, diversion, consultation à la légère ». La personne qui n'a pas reçu le courrier la raison est que nous l'avons envoyé à l'adresse que nous avons au cadastre. C'est comme cela que les courriers sont envoyés. Tout le monde a reçu le courrier sauf la dame et cela je l'ai appris par la presse sauf que l'on n'a pas eu de retour de courrier. J'ai reçu cette personne avec laquelle nous avons échangé. Nous avons reçu un courrier d'une personne qui n'en voulait pas. Nous retournons à la situation de juillet, à la situation d'il y a 10 ans : la vente du terrain à M. ROGER à 5 000 €. Votre histoire de parking, pour enfumer l'assemblée et la presse, cela ne tient pas. Vous pouvez vous décontracter M. BODIN.

M BODIN : rassurez-vous M le Maire, vous ne m'impressionnez pas du tout.

M le Maire : on ne cherche pas à vous impressionner. Mais ce que vous êtes capable de faire, je pense, à mes yeux, vous avez perdu toute crédibilité. Ce n'est pas la peine, en temps qu'opposant, que vous me fassiez des leçons sur quoique ce soit. Votre comportement est très loin de celui qu'exige le devoir de la République. Quand vous dites que le parking serait d'une grande utilité pour le tribunal, je tiens à vous préciser que le Centre des Finances Publiques, en dehors des heures d'ouvertures, ferme le parking afin de protéger le site. Comment voulez vous alors accéder à ce parking arrière ?

M BODIN : tout simplement effectivement pour le personnel du centre des impôts qui n'aurait pas besoin de se garer dans la rue. C'est vous, à une époque, qui avez écrit dans la délibération que c'était en vue de réaliser un parking, c'est vous qui prenez la décision de ne pas le réaliser. Ça vous l'assumez, il n'y a pas de problème. Vous avez dit que la précédente municipalité avait abusivement préempté.

M le Maire : oui car le projet n'a pas été réalisé.

M BODIN : il y a 10 ans que cette parcelle a été achetée. Cela fait au moins 6 ans que vous êtes aux manettes M le Maire. Vous laissez entendre que l'ancienne municipalité préemptait pour tout et pour rien. Je pense que si la municipalité de l'époque avait acheté ce terrain c'est qu'il y avait ce projet de parking et vous avez décidé de ne pas poursuivre ce projet. Vous en avez tout à fait le droit, nous ne le contestons pas.

M le Maire : un élément supplémentaire car quand on intervient comme ça en conseil municipal c'est bien d'avoir des éléments solides, consistants. Ce n'est pas votre cas. Vous êtes dans le marécage, vous prenez l'eau. En 2004, quand la municipalité a préempté, elle devait présenter un projet ficelé avec son coût car si on embarque une municipalité dans une préemption sur un projet qui n'est pas chiffré cela veut dire de fait que les élus ne sont pas en capacité de délibérer en toute connaissance de cause. Et c'est ce qui c'est passé en 2004 : on préempte et on

verra après. Il n'y avait pas de projet en 2004. Le seul projet était l'énoncé du projet. Un projet c'est savoir combien cela coûte, et là ce n'était pas le cas.

M BODIN : quand on achète un terrain, le projet n'est pas toujours ficelé. Vous avez bien acheté le terrain avenue Haussmann.

M le Maire : M BODIN on ne l'a pas préempté, vous racontez n'importe quoi. Ce terrain nous l'avons acheté, nous ne l'avons pas préempté. Cela n'a rien à voir. M BODIN, vous racontez n'importe quoi et en plus vous racontez des histoires dans un conseil municipal après avoir essayé de servir vos intérêts. Franchement j'aurais honte à votre place.

M BODIN : je n'ai pas honte du tout.

M le Maire : et le fait que vous n'ayez pas honte ça m'inquiète.

M BODIN : je n'ai pas honte du tout. J'ai dénoncé le fait que vous vendiez à la légère cette parcelle.

M le Maire : c'est lamentable M BODIN. Votre comportement est lamentable devant la République. C'est grave d'avoir des élus qui n'ont pas honte après avoir manœuvré en conseil municipal, manipulé un Maire pour pouvoir acheter ce terrain et faire la pige à celui qui devait l'acheter au tout départ, M ROGER. Franchement M BODIN, je ne sais pas comment vous fonctionnez mais ce n'est surtout pas le fonctionnement que je souhaite de mes colistiers de notre équipe. Je pense que vous devriez réfléchir à une charte d'éthique et dans quel cadre vous pouvez exercer votre mandat d'élus car vous êtes complètement à côté de la plaque. Et vous en êtes loin car vous êtes dans le cadre de la prise illégale d'intérêt.

M BODIN : vous m'accusez de prise illégale d'intérêt M le Maire devant témoins ?

M le Maire : je n'accuse pas je constate.

M BODIN : accusez-moi de prise illégale d'intérêt.

M le Maire : M BODIN, je vous ai toujours dit la fois dernière que je ne vous accuse pas mais que je constate et c'est dans le PV que vous avez adopté tout à l'heure. Il y a exactement toute l'histoire et toutes les sornettes que vous avez pu raconter pour pouvoir vous « dépatouiller ».

M BODIN : approuver la forme du PV du conseil municipal n'en est pas approuvé effectivement le fond M le Maire.

M le Maire : alors là, je ne comprends pas. Allez, on ressort le PV, je ne vais pas laisser passer cette affaire comme cela.

M BODIN : cette délibération » a été votée contre. Je ne vois pas où est le problème.

M le Maire : quand un élu de la République est capable de manœuvrer aussi aisément dans un conseil municipal et raconter des histoires pour pouvoir après essayer de se désembourber, je trouve cela extraordinaire. C'est ce type de comportement qui porte préjudice à la politique aujourd'hui, de haut en bas. Il y a des pages tous les jours dans la presse, il y en a même en Gironde qui ont fait l'objet de condamnations récemment et vous, vous êtes exactement sur ce terrain là.

Donc M BODIN, sur le PV du mois de novembre qu'est ce qu'il y a sur le fond qui n'est pas juste ? C'est intéressant car vous l'avez adopté il y a 1 heure.

M BODIN : rien du tout.

M le Maire : donc le fond est bon.

M BODIN : ce PV c'est effectivement ce que l'on a vécu lors du dernier conseil municipal.

Mme QUERAL : quand on approuve un compte rendu, on approuve ce qui a été dit cela ne veut pas dire que l'on est d'accord sur le fond.

M le Maire : Mme QUERAL et Mme LANDAIS vous êtes solidaires de M BODIN ? C'est important car soit c'est un comportement individuel soit c'est un comportement de groupe ce qui est encore plus grave.
Je vous demande si vous êtes solidaires avec l'attitude et le comportement de M BODIN depuis le conseil municipal de juillet ?

Mme LANDAIS : pour autant que l'on en sache de l'affaire, M BODIN, pour ce qu'il nous en a dit, n'avait pas l'intention d'acheter ce terrain.

M LORIAUD : pourquoi il a fait une proposition alors ?

M le Maire : Mme LANDAIS vous avez eu des absences de séances ?

Mme LANDAIS : il nous l'a présenté pour sa société.

M le Maire : c'est quoi ça ? Un courrier de M BODIN pour 6 000 €.

M BODIN : oui est alors ?

M le Maire : donc vous êtes solidaires ?

Donc si vous êtes solidaires mesdames, c'est encore plus intéressant car nous sommes en train de constater que le groupe d'opposition de la ville de Blaye soutient, défend le principe de pouvoir défendre ses intérêts personnels au sein du conseil municipal.

M BODIN : c'est tout à fait faux M le Maire. Vous nous enfumez.

M le Maire : mais si vous êtes solidaires.

M BODIN : très habile.

M le Maire : Monsieur fait une faute et vous êtes solidaires de cette faute.

M BODIN : très habile.

M le Maire : ce n'est pas de l'habileté, c'est un constat. Tout cela sera inscrit dans le PV et on verra la suite à donner mais j'aurais préféré M BODIN que vous veniez me voir en me disant « j'ai déconné à un point, je ne m'en suis pas rendu compte ».

M BODIN : il aurait fallu que je le pense.

M le Maire : mais vous ne le pensez pas.

M BODIN : non je ne le pense pas.

M le Maire : ni vos amis de l'opposition. S'il y en a un de l'équipe qui se comporte comme ça, demain il ne fait plus partie de la majorité. Dans l'ancienne équipe, il y en a un qui a fait une fausse déclaration sur un faux PV, trafiqué je l'ai exclu de la majorité le lendemain. Je ne pouvais pas le démettre du conseil municipal car il a été investi par le peuple mais il a été viré de la majorité et d'ailleurs il a fini dans votre équipe. Et il y en a un autre qui a fait des choses qui n'étaient pas soutenables, c'est pareil je l'ai relevé de ses fonctions à la demande de tous les adjoints au bout 6 mois. Je pense que je peux vous donner des leçons sur la droiture car ce n'est pas ce que vous êtes en train de me faire, vous. Je pense que vous pouvez travailler l'éthique du conseiller municipal. Mais que je ne vous entende pas me faire une leçon sur tout ce qui est éthique, ce n'est pas la peine. Zéro crédibilité à mes yeux. Pour avoir de la crédibilité, il faut être au dessus de moi en éthique. Vous pouvez vous appliquer une exigence à toute épreuve.

M BODIN : je relève que vous avez parlé de prise illégale d'intérêt et vous n'êtes pas du tout qualifié pour employer ces termes là.

M le Maire : moi je constate. Vous voulez que je vous relise l'article.

M BODIN : non ce n'est la peine, nous l'avons déjà fait la séance précédente.
Je pense qu'il y a des points plus importants. Amusez vous.

M le Maire : je pense que c'est important car quand on grille un feu rouge dans la vie, on essaye d'expliquer qu'on ne voulait pas griller le feu rouge. Ou, quand on a des gens qui se comportent mal, en dehors des codes de la République, on les appelle des délinquants. Il y a des juges pour juger moi je ne suis pas juge, je constate et je fais un rappel à l'ordre.

Article 432-12 du Code pénal qui définit la prise illégale d'intérêt comme : *"Le fait, par une personne dépositaire de l'autorité publique ou chargée d'une mission de service public ou par une personne investie d'un mandat électif public,*

C'est vous M BODIN, Mmes QUERAL et LANDAIS

M BODIN : c'est vous M le Maire

M le Maire : c'est moi, mais moi je n'ai pas de soucis avec ça.

« de prendre, recevoir ou conserver, directement ou indirectement, un intérêt quelconque dans une entreprise ou dans une opération dont elle a, au moment de l'acte, en tout ou partie, la charge d'assurer la surveillance, l'administration, la liquidation ou le paiement, »

On est dans cette situation car vous avez la charge d'assurer la surveillance, l'administration, la liquidation ou le paiement. Vous avez cette charge là. Vous êtes au conseil municipal pour surveiller si le bien AM 193 est vendu dans de bonnes conditions. Vous avez cette responsabilité de défendre les intérêts municipaux. On est d'accord ?
Donc vous avez un problème : comment pouvez-vous intervenir pour votre affaire personnelle et comment pouvez-vous en même temps défendre la municipalité ?

Mme QUERAL : mais non.

M le Maire : mais si Mme QUERAL car M BODIN est intervenu en juillet. Mme QUERAL vous n'avez pas compris qu'il est intervenu en juillet pour ses affaires personnelles.

Mme QUERAL : pour moi ce n'était pas une affaire personnelle.

M le Maire : moi non plus début juillet, mais quand M BODIN m'a fait parvenir un courrier pour visiter et quand M BODIN a fait part en tant que gérant d'une offre de 6 000 €, ce n'est pas une affaire personnelle Mme QUERAL ?

Mme QUERAL : pour moi non.

M le Maire : donc Mme QUERAL, il propose de l'acheter pour 6 000 € et ce n'est pas une affaire personnelle ?

Mme QUERAL : il ne propose pas pour lui mais pour une société.

M le Maire : je relis Mme QUERAL l'article 432-12 du Code pénal : directement ou indirectement. Directement c'est M BODIN et indirectement c'est le gérant BODIN. D'accord ? Cela serait trop facile Mme QUERAL.

Je monte des SCI, je suis le gros bonnet d'une grosse ville et je fais mes petites affaires avec le public. Il y en a qui l'on fait. Là on est sur une petite chose à 6 000 €, on est sur un petit terrain mais quand même. Après il suffit de manipuler un Maire, une assemblée publique et on y va. Il suffit d'avoir une aura, d'avoir pignon sur rue, il suffit d'avoir une bonne image et puis allez on enfume tout le monde, je fais mes petites affaires sur le compte de la municipalité.

Cela ne vous pose pas de problème avec vos valeurs humaines, vous n'avez pas de soucis avec cela ?

Mme QUERAL : je ne vous permets pas de remettre en cause mes valeurs humaines.

M le Maire : mais ce n'est pas ce que j'ai fait. Je dis que je connais vos valeurs humaines Mme QUERAL.

Mme QUERAL : depuis 45 ans que je vis à Blaye je crois que j'ai prouvé mes valeurs humaines.

M le Maire : je n'ai jamais remis en cause vos valeurs humaines, je dis seulement qu'avec vos valeurs humaines que vous véhiculez et portez, est-ce que cela ne vous pose pas un problème ?

Mme QUERAL : je vais simplement répondre que nous n'avons sûrement pas la même analyse de ce qui c'est passé. Je n'ai pas ce regard de suspicion par rapport à la proposition de M BODIN.

M le Maire : ce n'est pas une suspicion.

Mme QUERAL : vous avez peut être raison nous sommes jeunes élus, peut être que nous ne maîtrisons pas toutes les subtilités des textes mais pour nous il n'y avait pas de prise d'intérêt personnel. Il n'y avait aucune ambiguïté pour nous.

M le Maire : vous avez quelle impression de la situation ? Vous trouvez cela normal ?

M BODIN : on est au tribunal ici. Le procureur est en face de moi.

M le Maire : vous vous devez de rendre des comptes devant la République tout de même M BODIN après ce que vous avez fait.

M BODIN : si vous avez effectivement l'impression que j'ai commis une erreur monumentale, vous pouvez effectivement porter plainte M le Maire.

M le Maire : j'ai dit l'autre jour que je m'en servais comme un rappel à l'ordre. Dans la presse vous avez osez dire « je me suis fait piéger », il faut le faire et vous avez également dit « nous avons une réunion et nous allons voir si nous ne portons pas plainte pour diffamation contre le Maire ». Allez y porter plainte pour diffamation.

M BODIN : il n'y aucun intérêt.

M le Maire : vous n'avez pas envie.

M BODIN : vous non plus.

M le Maire : vous voulez que je le fasse ?

M BODIN : je ne vous demande rien du tout M le Maire.

M le Maire : si vous voulez que je le fasse je change mon ordre du jour de demain et je vais à la gendarmerie et j'en suis capable. Faites attention M BODIN. Ça a ses limites, ce que vous faites. Je pense que le mandat ne va pas se passer tranquillement entre nous si vous continuez sur ces chemins là. On en restera là.

Mme BAUDERE : moi je suis assez choquée que vous ayez pu accuser M FAURE d'avoir menti. Cela me gêne beaucoup.

M BODIN : moi aussi cela me gêne beaucoup qu'une personne salariée puisse apporter des faux témoignages. Je trouve cela complètement déplorable.

M le Maire : ça aussi c'est grave.

M BODIN : c'est très grave.

M le Maire : faites attention car M FAURE peut très bien aller à la gendarmerie. Vous accusez un fonctionnaire sur la place publique.

M BODIN : il peut y aller, ce ne sont que des menaces. Il n'y a jamais rien eu de prévu sur cet immeuble.

M FAURE : il n'y a pas eu de menaces.

M le Maire : il n'y a pas eu de menaces. C'est moi qui ai demandé en tant que Maire que M FAURE rapporte ces propos car c'est exactement ce qu'il m'a rapporté à l'issue de la visite.

M CARREAU : moi je suis assez choqué par les propos qu'il y a eu avant : dire qu'à l'époque tout le monde en voulait, ... c'est truffé de mensonges toute l'histoire que vous racontez, je le sais car je l'ai vécue ou alors j'ai menti.

Mme MERCHADOU : ce qui me choque c'est que l'on revient à l'ancien temps de nos opposants sous la précédente municipalité qui était depuis 2008 et jusqu'à la fin du mandat de stigmatiser systématiquement certains membres du personnel. On revient encore à cela ce soir. Cela me gêne énormément, c'est un très mauvais procédé. C'est pour déstabiliser le personnel et le décrédibiliser.

M le Maire : vous savez que sur ce que vous venez de faire M BODIN, le directeur général des services est tout à fait en droit de me demander une protection fonctionnelle. C'est M FAURE qui jugera et qui verra se qu'il fera car se faire traiter de menteur publiquement tel que vous l'avez fait M BODIN, je ne suis pas sûr que le directeur en reste là.

M BODIN : qu'il fasse ce qu'il veut M le directeur.

Mme SARRAUTE : très honnêtement, je suis un peu en dehors de tout cela, je suis les débats depuis le mois de juillet, pour un tout petit terrain, enclavé qui n'intéresse personne ou très peu de personnes dont une personne qui n'aurait sûrement pas dû se proposer de l'acheter, en temps qu'élus on ne peut pas se permettre d'acheter un terrain vendu par la ville, je trouve tout cela un peu déplorable.

M BODIN : je le partage complètement.

Sortie de Céline DUBOURG 19h43 – retour 19h48

M le Maire : Mme QUERAL vous votez quoi ?

Mme QUERAL : je ne participe pas au vote car ce débat a tourné ...

M le Maire : moi je vous demande ce que vous faites. Ne pas participer au vote et être en séance c'est comme si vous vous absteniez.

Mme QUERAL : vous mettez ce que vous voulez.

M le Maire : non je ne mets pas ce que je veux. Vous me dites.

M BODIN : on est ni pour ni contre on s'abstient.

M le Maire : c'est très intéressant encore que vous vous absteniez.

Pour : 21

Abstention: 5 (Mmes Marie Ange LANDAIS, Nadine QUERAL et Isabelle BESNAULT et Ms Thierry BODIN et Vincent LIMINIANA)

Contre :

Après en avoir délibéré le conseil municipal adopte la délibération à l'unanimité.

7 - Délégation de service public pour la gestion et l'exploitation de l'équipement cinéma - modification des tarifs

Rapporteur : Mme BAUDERE

Par délibération du 10 avril 2012, le conseil municipal a :

- retenu la société SDCG
- et a approuvé le contrat pour une durée de 10 ans, et autorisé Monsieur le Maire à signer ledit contrat de délégation de service public de gestion et d'exploitation du cinéma.

L'article 9 du contrat indique que les tarifs doivent être approuvés en conseil municipal.

Par délibération du 17 décembre 2013, le conseil municipal a approuvé la création du tarif de 4 € pour les moins de 14 ans à compter du 1^{er} janvier 2014.

Afin d'accroître l'attractivité des séances de 11 heures le dimanche et de 18 heures tous les jours de la semaine, il est envisagé la création d'un tarif unique de 5 € (hors opérations nationales et majorations exceptionnelles : 3D,...).

Il est donc demandé au conseil municipal d'approuver ce tarif de 5 € à compter du 1^{er} janvier 2015.

La commission n° 2 (Culture- Association Culturelles et Manifestations) s'est réunie le 5 décembre 2014 et a émis un avis favorable.

La commission n°1 (Finances- Ressources Humaines- Administration Générale Et Associations Diverses) s'est réunie le 1 décembre 2014 et a émis un avis favorable.

Pour : 26

Après en avoir délibéré le conseil municipal adopte la délibération à l'unanimité.

8 - Fixation des tarifs d'occupation dans le cadre du transfert de gestion du port – Modification

Rapporteur : M. LORIAUD

Par délibération du 4 mars 2014, le conseil municipal a accepté le transfert de gestion des emprises du Grand Port Maritime de Bordeaux.

Par délibération du 3 juin 2014, le conseil municipal a défini les tarifs suivants :

- chenal : 187,00 €
- bâtiments :
 - 2 bureaux (41 m²) : 390,00 € (occupant actuel CCI)
 - 2 locaux (65 et 10 m²) - garage : 379,00 € (occupant actuel CCB)
 - terrain couvert de 7,5 m² : 100,00 € (occupant actuel M HERAUD)
 - hangar à bateau (treuil, cuve à gasoil, slip way et une zone de manutention) : 2 880,00 € (occupant actuel : Cœur d'Estuaire)
- divers :
 - emprise de 32 m² : 166,40 € (occupant actuel : Truck Burger)
 - câble d'alimentation EDF : 86,00 € pour 10 ans
 - rampe pour mise à l'eau pour le SDIS de Blaye : 100,00 € pour 5 ans.

Ces tarifs ont été appliqués du 30 avril 2014 au 31 décembre 2014.

Pour l'année 2015, et compte tenu que le site n'a fait l'objet d'aucun aménagement et amélioration, il est envisagé de conserver ces tarifs.

Il est proposé au conseil municipal de reconduire les tarifs suivants :

- chenal : 187,00 €
- bâtiments :
 - 2 bureaux (41 m²) : 390,00 € (occupant actuel CCI)
 - 2 locaux (65 et 10 m²) - garage : 379,00 € (occupant actuel CCB)
 - terrain couvert de 7,5 m² : 100,00 € (occupant actuel M HERAUD)
 - hangar à bateau (treuil, cuve à gasoil, slip way et une zone de manutention) : 2 880,00 € (occupant actuel : Cœur d'Estuaire)
- divers :
 - câble d'alimentation EDF : 86,00 € pour 10 ans
 - rampe pour mise à l'eau pour le SDIS de Blaye : 100,00 € pour 5 ans.

Il est ajouté un tarif de 150 € qui correspond au montant journalier de l'astreinte pour une occupation non autorisée du chenal.

Les recettes correspondantes sont inscrites aux articles 752 et 7083 du budget principal.

La commission n°7 (Politique Economique - Commerce/artisanat - Tourisme - Emploi - Unesco - Services Publics - Transports - Foires/marchés) s'est réunie le 27 novembre 2014 et a émis un avis favorable.

La commission n°1 (Finances - Ressources Humaines - Administration Générale Et Associations Diverses) s'est réunie le 1 décembre 2014 et a émis un avis favorable.

Pour : 26

Après en avoir délibéré le conseil municipal adopte la délibération à l'unanimité.

9 - Syndicat de Gestion des Bassins Versants du Moron et du Blayais- Retrait de communes

Rapporteur : Mme MERCHADOU

Les statuts du « Syndicat de Gestion des Bassins Versants du Moron et du Blayais » (SGBV du Moron et du Blayais) ont été approuvés en conseil municipal du 17 décembre 2013 et ratifiés par l'arrêté préfectoral du 31 décembre 2013.

Le 9 octobre 2014, le Président du SGBV du Moron et du Blayais, demandait à la ville de Blaye de se prononcer sur le retrait des communes de Saint-Paul, de Cartelègue, et Campugnan.

Le retrait des communes de Saint-Paul et Cartelègue avait déjà été approuvé par délibération du 03 juin 2014.

Suite à une erreur de procédure de la part du syndicat, la sous-préfecture de Blaye, par courrier du 25 novembre dernier, demande à la ville de délibérer à nouveau.

Par délibération du 30 octobre 2014, le SGBV du Moron et du Blayais a approuvé le retrait de la commune de Fours.

Ainsi, en application de l'article L5211-5 du Code Général des Collectivités Territoriales, la commune doit se prononcer sur ce retrait.

Il est demandé au conseil municipal :

- d'abroger les délibérations du 3 juin et 4 novembre 2014
- de se prononcer sur le retrait des communes de :
 - Saint-Paul,
 - Cartelègue
 - Campugnan
 - Fours.

La commission n°6 (Equipeement- Patrimoine-voirie-assainissement-cadre De Vie Et Qualité De Vie Et Le Handicap) s'est réunie le 28 novembre 2014 et a émis un avis favorable.

Pour : 26

Après en avoir délibéré le conseil municipal adopte la délibération à l'unanimité.

10 - Syndicat de Gestion des Bassins Versants (SGBV) du Moron et du Blayais - adhésion de communes

Rapporteur : Mme MERCHADOU

Le Préfet de la Région, par arrêté du 30 mai 2013, a prononcé la fusion du Syndicat Intercommunal d'Aménagement Hydraulique du bassin Versant (SIBV) du Moron et du Syndicat Intercommunal d'Aménagement Rural (SIAR) du canton de Blaye et en a défini le périmètre.

Par délibération du 30 octobre 2014, le SGBV du Moron et du Blayais a approuvé l'adhésion des communes de

- Gauriac,
- Lansac,
- Saint Ciers de Canesse,
- Saint Seurin de Bourg,
- Tauriac,
- Villeneuve.

Ainsi, en application de l'article L5211-5 du Code Général des Collectivités Territoriales, la commune doit se prononcer sur ces adhésions.

Il est demandé au conseil municipal d'accepter l'adhésion de ces communes.

La commission n°6 (Equipement- Patrimoine-voirie-assainissement-cadre De Vie Et Qualité De Vie Et Le Handicap) s'est réunie le 28 novembre 2014 et a émis un avis favorable.

Pour : 26

Après en avoir délibéré le conseil municipal adopte la délibération à l'unanimité.

11 - Syndicat de Gestion des Bassins Versants du Moron et du Blayais - Détermination des cours d'eau et du linéaire

Rapporteur : Mme MERCHADOU

Les statuts du « Syndicat de Gestion des Bassins Versants du Moron et du Blayais » (SGBVMB) ont été approuvés en conseil municipal du 17 décembre 2013 et ratifiés par l'arrêté préfectoral du 31 décembre 2013.

L'article 8, aliéna 2 desdits statuts porte sur la répartition financière entre les communes. A ce titre, il convient de déterminer les ruisseaux à confier au SGBV du Moron et du Blayais ainsi que le linéaire correspondant.

Il est donc proposé au conseil municipal de retenir :

- Le ruisseau du SAUGERON pour 2 200 mètres linéaires de berges.

La commission n°6 (Equipement- Patrimoine-voirie-assainissement-cadre De Vie Et Qualité De Vie Et Le Handicap) s'est réunie le 28 novembre 2014 et a émis un avis favorable.

Pour : 26

Après en avoir délibéré le conseil municipal adopte la délibération à l'unanimité.

12 - Aménagement de sécurité de route départementale - Convention avec le Conseil Général

Rapporteur : Mme MERCHADOU

Dans le cadre de l'aménagement de la voirie située en agglomération et dans l'objectif de sécuriser les personnes et les biens, la ville de Blaye souhaite réaliser des coussins berlinois.

Ces dispositifs seront installés sur la route départementale n° 135 - n° 5 et 33 de la rue J. Rudel.

S'agissant d'une voie départementale, la ville de Blaye a demandé l'autorisation au Conseil Général de la Gironde qui a répondu favorablement.

Il est donc proposé au conseil municipal d'autoriser Monsieur le Maire à signer la convention correspondante avec le Conseil Général ainsi que toutes les pièces y afférent.

La commission n°6 (Equipeement – Patrimoine – voirie – assainissement - cadre De Vie Et Qualité De Vie Et Le Handicap) s'est réunie le 28 novembre 2014 et a émis un avis favorable.

M CARREAU : je remarque que nous allons avoir des coussins en plus. Toutes les rues de Blaye vont avoir des coussins. Pour moi c'est un vrai problème. Je pense qu'il y en a suffisamment assez. Après cela dépend de la façon dont on les fait. Je suis tout à fait opposé à cela. On les justifie en indiquant que cela va faire ralentir les voitures. Moi je ne suis pas persuadé que cela fasse ralentir les voitures. Les gens accélèrent après, c'est une dépense de carburant, ce n'est pas bon pour l'environnement. Je suis très, très, réservé.

Mme MERCHADOU : ces coussins vont être installés suite à plusieurs demandes afin de réduire la vitesse excessive des véhicules et de sécuriser le cheminement piétonnier : lycées et collège. Il y a un flux d'environ 2 000 élèves sur cet axe.

Mme HERMILLY : en plus de cela les trottoirs sont minuscules.

M WINTERSHEIM : les riverains accueillent cela comment ?

Mme MERCHADOU : c'est une grosse demande des riverains.

M le Maire : les ralentisseurs ne résoudront jamais les problèmes de manque de conscience au volant.

Mme MERCHADOU : un sera installé juste après le dépôt HEBRARD et l'autre juste avant le carrefour avec la rue Tozini.

M le Maire : ceux là sont démontables. Si cela pose soucis, nous pourrions les démonter.

Mme MERCHADOU : il y en aura 4 dans la rue Jaufré Rudel.

M le Maire : il n'est pas question d'en mettre partout.

Je partage ce que dit Gérard sur le fait qu'il ne faut pas multiplier les ralentisseurs. C'est néanmoins efficace car il y a 9 véhicules sur 10 qui ralentissent pour l'avoir vérifié sur d'autres lieux.

Pour : 19

Abstention: 4 : Mme Chantal BAUDERE et Ms Gaëtan GABARD, Lionel WINTERSHEIM et Pascal MONMARCHON par procuration

Contre : 3 : Ms Gérard CARREAU et Alexandre INOCENCIO et Mme Marianne BERTHIOT.

Après en avoir délibéré le conseil municipal adopte la délibération à la majorité.

13 - Désignation des délégués au conseil d'administration d'organisme publics - modification

Rapporteur : M. RIMARK

Par délibération du 15 avril 2014, le conseil municipal a procédé à la désignation des représentants de la commune aux conseils d'administrations des organismes publics.

Il s'agit ainsi d'assurer une représentation du conseil municipal, pour la durée de son mandat, auprès de ces différentes structures.

Le décret 2014-1236 du 24 octobre 2014 porte sur les nouvelles conditions de désignation des représentants des collectivités territoriales au sein du conseil d'administration de ces établissements.

Désormais les collectivités sont représentées par un titulaire.

Il est demandé au conseil municipal de procéder à la désignation de ses représentants, conformément aux articles L2121-21 et L 2121-33 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Conseil d'administration	Titulaire
Lycée professionnel de l'Estuaire	1
Lycée professionnel de l'Estuaire	1
Collège S. Vauban	1

Sont proposés :

- Lycée professionnel de l'Estuaire : Christine HIMPENS
- Lycée professionnel de l'Estuaire : Béatrice SARRAUTE
- Collège S. Vauban : Béatrice SARRAUTE.

Sont élus :

- Lycée professionnel de l'Estuaire : Christine HIMPENS : 26 voix pour
- Lycée professionnel de l'Estuaire : Béatrice SARRAUTE : 26 voix pour
- Collège S. Vauban : Béatrice SARRAUTE : 26 voix pour.

Mme SARRAUTE : c'est un peu embêtant car si on est indisponible la ville n'est pas représentée car il n'y a pas de suppléant. On n'est pas toujours disponible et en plus parfois le lycée Jaufré Rudel et le collège Sébastien Vauban font leur conseil d'administration en même temps comme la semaine dernière.

14 - Aide Communale au Ravalement (ACR)

Rapporteur : M. WINTERSHEIM

L'A.C.R., élaborée et mise en œuvre en 1990 par la Ville de Blaye concerne les travaux de restauration des façades sur rue, ou visibles depuis un espace public, de tous les immeubles dont la construction est antérieure à 1948, y compris ceux destinés à un usage commercial.

Cette mesure participe ainsi à l'embellissement de la ville et s'avère être un support efficace aux projets de rénovation menés par les propriétaires des immeubles concernés.

Elle participe aussi et contribue aux mesures prises par la Ville de Blaye pour la conservation du patrimoine architectural ainsi qu'au développement économique local.

Au vu du règlement modifié et approuvé en conseil municipal le 21 décembre 2001 et le 24 mai 2004, il vous est demandé d'octroyer l'aide communale au ravalement pour les dossiers suivants, qui ont obtenu un avis favorable de la commission n° 3 « Politique de la ville, Urbanisme et Patrimoine fortifié » en date du 28 novembre 2014.

Les dépenses correspondantes seront imputées à l'article 20422 du budget de la commune.

Il s'agit d'octroyer une aide de :

- 1 008,77 € pour le dossier du chantier situé 42/44 rue André Lafon.
- 1 315,91 € pour le dossier du chantier situé 2 rue neuve.

La commission n°1 (Finances- Ressources Humaines- Administration Générale Et Associations Diverses) s'est réunie le 1 décembre 2014 et a émis un avis favorable.

Pour : 26

Après en avoir délibéré le conseil municipal adopte la délibération à l'unanimité.

15 - Information sur les dépenses imprévues d'exploitation dans le cadre de l'article L 2322-2 du Code Général des Collectivités Territoriales virement de compte à compte du Budget Annexe Assainissement

Rapporteur : M. RIMARK

Conformément à l'article L .2322-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, le crédit pour les dépenses imprévues est employé par le Maire. Ce crédit ne peut être employé que pour faire face à des dépenses en vue desquelles aucune dotation n'est inscrite au budget. A la première séance qui suit l'ordonnancement de chaque dépense, le Maire rend compte au conseil municipal, avec pièces justificatives à l'appui, de l'emploi de ces crédits, soit en l'espèce :

- 022 - dépenses imprévues d'exploitation : - 15.00 €
- 66111 - intérêts réglés à l'échéance : + 15.00 €

Le virement des dépenses imprévues d'exploitation est nécessaire pour abonder le compte 66111 dans le cadre du mandatement des intérêts réglés à l'échéance.

La commission n°1 (Finances- Ressources Humaines- Administration Générale Et Associations Diverses) s'est réunie le 1 décembre 2014 et en a été informée.

16 - Décision modificative n° 6 - Budget principal M14

Rapporteur : M. RIMARK

Il est demandé au conseil municipal d'apporter les ajustements suivants au budget principal M14 :

Chapitre	Article	Fonction	Désignation	Dépenses	Recettes
SECTION D'INVESTISSEMENT					
DEPENSES					
20	2051	211	Concessions, droits similaires	323,00	
21	2151	822	Réseaux de voirie	-1 212,00	
19	202-19	020	Opération d'équipement "AVAP"	1 213,00	
22	202-22	020	Opération d'équipement "PLU"	1 212,00	
RECETTES					
13	1331	212	Dotation d'équipement des territoires ruraux		2 536,00
16	1641	01	Emprunts en cours		-1 000,00
Total section d'investissement				1 536,00	1 536,00

La commission n°1 (Finances- Ressources Humaines- Administration Générale Et Associations Diverses) s'est réunie le 1 décembre 2014 et a émis un avis favorable.

Pour : 26

Après en avoir délibéré le conseil municipal adopte la délibération à l'unanimité.

17 - Dotation d'équipement des territoires ruraux - DETR 2015 Bâtiments scolaires 1er degré

Rapporteur : M. RIMARK

Les articles L. 2334-32 à L. 2334-39 et R. 2334-19 à R.2334-35 du Code Général des Collectivités Territoriales déterminent les modalités d'attribution de la Dotation d'Equipement des Territoires Ruraux (D. E. T. R.).

Pour le département de la Gironde, les modalités (opérations subventionnables, taux de subvention,...) ont été définies par la circulaire du 18 novembre 2014.

Il est demandé au conseil municipal de solliciter l'attribution de la D. E. T. R. pour les travaux d'investissement dans les domaines suivants et sur la base du plan de financement :

Dossiers	Montant T.T.C.	Montant H.T.	DETR	Autre financement	Participation de la ville
TRAVAUX CONCERNANT LES BATIMENTS SCOLAIRES 1er DEGRE					
<i>Ecole primaire Malbeteau</i>					
réfection sol classe 2	4 244,94	3 537,45	1 238,11		3 006,83
réfection sol classe 3	4 244,94	3 537,45	1 238,11		3 006,83
remplacement robinets par des têtes thermostatiques	5 906,81	4 922,34	1 722,82		4 183,99
isolation plafond réfectoire	2 769,60	2 308,00	807,80		1 961,80
total travaux école primaire Malbeteau	17 166,29	14 305,24	5 006,83	0,00	12 159,46
<i>Ecole primaire Vallaeys</i>					
remplacement huisseries chaufferie	2 772,00	2 310,00	808,50		1 963,50
réfection sol classe 2	3 562,02	2 968,35	1 038,92		2 523,10
réfection sol classe 6	3 562,02	2 968,35	1 038,92		2 523,10
remplacement huisseries cuisine	2 961,00	2 467,50	863,63		2 097,38
total travaux école primaire Vallaeys	12 857,04	10 714,20	3 749,97	0,00	9 107,07
<i>Ecole maternelle Bergeon</i>					
mise aux normes sanitaires moyenne et grande sections	2 267,28	1 889,40	661,29		1 605,99
remplacement huisseries vestiaires moyenne et grande sections	3 276,00	2 730,00	955,50		2 320,50
total travaux école maternelle Bergeon	5 543,28	4 619,40	1 616,79	0,00	3 926,49
<i>Ecole maternelle Gresperrin</i>					
remplacement stores classe 1	3 591,00	2 992,50	1 047,38		2 543,63
remplacement huisseries chaufferie	3 150,00	2 625,00	918,75		2 231,25
remplacement huisseries cuisine	1 890,00	1 575,00	551,25		1 338,75
total travaux école maternelle Gresperrin	8 631,00	7 192,50	2 517,38	0,00	6 113,63
TOTAL	44 197,61	36 831,34	12 890,97	0,00	31 306,64

La commission n°1 (Finances - Ressources Humaines - Administration Générale Et Associations Diverses) s'est réunie le 1 décembre 2014 et a émis un avis favorable.

Pour : 26

Après en avoir délibéré le conseil municipal adopte la délibération à l'unanimité.

18 - Demande de subvention pour la mise en œuvre de la réforme des rythmes scolaires auprès de la Mutualité Sociale Agricole (MSA)

Rapporteur : M. RIMARK

La Mutualité Sociale Agricole propose un accompagnement, sous forme de subventions, pour aider les collectivités à mettre en œuvre une offre de qualité dans le cadre de la réforme des rythmes scolaires. Il s'agit de subventions non pérennes, permettant de soutenir le démarrage d'un service ou d'une activité. Le montant des subventions se situe entre 500 € et 3 000 €.

Elles sont attribuées sur projet.

Ceux-ci doivent favoriser les Temps Activités Périscolaires (T.A.P.):

- un accueil de qualité : les financements peuvent ainsi concerner, l'équipement de locaux, la formation des professionnels (BAFA) le passage de la garderie en accueil périscolaire agréé,

- le développement d'activités diversifiées : financement possible de projets ponctuels, de matériels et d'intervenants.

Ces subventions s'adressent en priorité :

- aux territoires ayant un taux important d'allocataires agricoles,
- aux projets prenant en considération les enfants et les familles agricoles dans l'accessibilité aux activités,
- aux collectivités dont la mise en place de cette réforme est articulée avec une démarche intercommunale,
- aux collectivités ayant élaborés un plan éducatif territoriaux (PEDT).

Notre collectivité ayant les caractéristiques pour obtenir cette aide, le projet retenu pour demander cette subvention est le suivant :

« **Multiactivités : création, imagination, invention expression** » avec comme objectifs :

- ouverture à la culture scientifique ou littéraire,
- atelier psychomoteur (motricité fine),
- interaction par le jeu, l'échange,
- respect des règles.

Le plan de financement est le suivant :

DEPENSES		RECETTES	
Prestations	25 375 €	Subvention possible de la MSA	3 000 €
		Autofinancement	22 375 €
<i>Total des dépenses</i>	<i>25 375 €</i>	<i>Total des recettes</i>	<i>25 375 €</i>

Le montant de la subvention demandée est de 3 000 € ; le pourcentage de celle-ci est de 11,82 % du budget global de ce projet.

Il est demandé au Conseil Municipal d'autoriser Monsieur le Maire :

- à solliciter l'aide auprès de la M.S.A.
- à encaisser les recettes correspondantes à l'article 7478 chapitre 74 du budget principal de la Commune,
- à signer tous les documents se rapportant à ce dossier.

La commission n°1 (Finances - Ressources Humaines - Administration Générale Et Associations Diverses) s'est réunie le 1 décembre 2014 et a émis un avis favorable.

Pour : 26

Après en avoir délibéré le conseil municipal adopte la délibération à l'unanimité.

19 - Arrêt du projet de Plan Local d'Urbanisme et bilan de la concertation

Rapporteur : M. WINTERSHEIM

La commune de Blaye a souhaité engager en 2009 l'élaboration de son Plan Local d'Urbanisme (qui fera suite au Plan d'Occupation des Sols datant de 2001), afin de répondre aux objectifs suivants :

- définir un lien social entre les quartiers
- redynamiser le centre ancien : habitat, activités économiques et développement touristique
- requalifier les espaces publics et les entrées de ville
- sécuriser les déplacements et hiérarchiser les voies.

Les différentes pièces constitutives du projet de PLU sont présentées au conseil municipal :

- Rapport de présentation
- Projet d'Aménagement et de Développement Durable (PADD)
- Orientations d'Aménagement et de Programmation
- Zonage
- Règlement

- Annexes.

En application de l'article L 300-2 du code de l'urbanisme peut être tiré le bilan de la concertation dont a fait l'objet l'élaboration du projet de PLU et, en application de l'article L 123-9 dudit code, ledit document doit être « arrêté » par délibération du conseil municipal et communiqué pour avis aux personnes mentionnées aux articles L 123-6 et L 121-4 du code de l'urbanisme.

Par délibération du 28 avril 2009, le conseil municipal a retenu les modalités de concertation préalable avec la population (réunion publique, information et articles dans le bulletin municipal, informations dans la presse, tenue d'un registre en mairie, permanences d'élus et techniciens, expositions, brochures).

Cette concertation préalable a revêtu la forme suivante :

Moyens d'information utilisés :

- parutions dans le journal municipal « Blaye Infos », qui ont servi de brochures d'information sur le projet de PLU (7 articles)
- articles sur le site internet de la commune (avec diffusion d'une vidéo pour la concertation avec les habitants)
- réunion publique avec la population
- campagne d'affichage sur la commune (pour annoncer les réunions de quartier et la réunion du PADD)
- distribution de prospectus toutes boîtes aux lettres pour les réunions publiques
- articles dans la presse (via les quotidiens « Sud Ouest » et « Haute Gironde ») (17 articles)

Moyens offerts au public pour s'exprimer et engager le débat :

- Réunions publiques
 - 4 réunions publiques par quartiers (territoire communal divisé en 4 quartiers : le centre ancien (centre-ville), la zone est (quartier pavillonnaire), le quartier sud (Bacalan / Sainte Luce) et l'entrée nord de la ville) organisées afin de comprendre l'expérience de la vie quotidienne des habitants et leurs manières de penser le territoire : rencontres organisées tous les jeudis du 3 au 24 juin 2010.

166 Blayais se sont mobilisés à cette occasion, soit 3,5% de la population.

- 5 réunions publiques à destination de tous les habitants de la commune :
 - 3 ateliers thématiques de concertation sur le développement de la commune, organisés tous les mercredis du 3 au 17 novembre 2010 :
 - Atelier n°1 : Cadre de vie et environnement / aménagement de l'espace
 - Atelier n°2 : Développement de l'habitat
 - Atelier n°3 : Développement économique

Ces ateliers ont réuni 76 participants.

- une réunion publique le 25 novembre 2011 pour la présentation du Projet d'Aménagement et de Développement Durable (PADD)
- une réunion publique le 24 septembre 2014 pour présenter le projet de PLU avant arrêt du projet.

Ces réunions publiques ont permis d'exposer les cartographies de réflexion et d'enjeux du PLU.

- Entretiens avec l'adjoint au maire délégué à l'urbanisme
Il est affiché sur le site internet de la mairie que l'adjoint au maire délégué à l'urbanisme peut recevoir les habitants sur rendez-vous.
Cela a notamment permis à des blayais de formuler leurs interrogations sur les modifications réglementaires envisagées sur leur(s) parcelle(s).

Bilan de cette concertation :

Cette concertation a permis d'enrichir le diagnostic du territoire pour la réalisation du rapport de présentation, mais aussi l'élaboration du PADD.

Toutes les observations formulées grâce à ces différents moyens de concertation ont été étudiées, et ont parfois abouti à une adaptation du projet.

Vu le Code de l'Urbanisme et notamment ses articles L 123-1 et suivants, R 123-1 et suivants ;

Vu l'article L.123-19 du code de l'urbanisme ;

Vu les articles L.123-9 et R.123-18 du code de l'urbanisme ;

Vu le Plan d'Occupation des Sols de la Ville de Blaye approuvé par délibération du conseil municipal en date du 30 novembre 2001, modifié par délibérations des 27 septembre 2002, 19 décembre 2005 et 24 octobre 2007 ;
Vu la délibération du conseil municipal en date du 28 avril 2009 prescrivant la révision du Plan d'Occupation des Sols (POS) afin d'élaborer un Plan Local d'Urbanisme (PLU) sur l'ensemble du territoire communal conformément à l'article L 123-1 du code de l'urbanisme, et fixant les modalités de la concertation ;
Entendu le débat au sein du conseil municipal du 8 juillet 2014 sur les orientations du Projet d'Aménagement et de Développement Durable ;
Vu le projet de PLU ;
Considérant que ce projet est prêt à être transmis pour avis aux personnes publiques qui ont été associées à son élaboration et aux organismes qui ont demandé à être consultés,

Il est proposé au conseil municipal :

- d'arrêter le projet de PLU tel qu'il est annexé à la présente délibération, et valider le bilan de la concertation ;
- de soumettre pour avis le projet de Plan Local d'Urbanisme à l'ensemble des personnes publiques associées mentionnées aux articles L 121-4 et L 123-6, ainsi qu'aux communes limitrophes, établissements publics de coopération intercommunale et aux présidents d'association agréée qui ont demandé à être consultés sur ce projet,

La présente délibération et le projet de PLU, annexé, à cette dernière seront transmis au Préfet du département de la Gironde.

Conformément au dernier alinéa de l'article L 123.10 du Code de l'Urbanisme, le dossier définitif du projet de PLU, tel qu'arrêté par le Conseil Municipal, est tenu à la disposition du public.

La présente délibération fera l'objet, conformément à l'article R 123.18 du Code de l'Urbanisme, d'un affichage en Mairie durant un mois.

La commission n°3 (Politique De La Ville - Urbanisme Et Patrimoine) s'est réunie le 28 novembre 2014 et a émis un avis favorable.

Diaporama en pièce annexe 1-

M le Maire : c'est un acte important, créateur de règles et je souligne l'investissement de Lionel.

Mme LANDAIS : c'est vrai, c'est un dossier énorme, c'est un très gros travail. Nous avons vu certaines parties en commission mais je n'ai pas suivi tout le travail parce que je le suis que depuis très peu de temps. Nous avons eu ce document que très récemment et j'avoue que personnellement je n'ai pas pu y entrer à fond. Je n'ai pas pu étudier le règlement et certains points, donc je ne suis pas en mesure de me prononcer sur ce dossier. Je vois bien que c'est un énorme travail mais c'est aussi un énorme travail pour vérifier derrière.

M le Maire : c'est vrai que nous en parlons depuis pas mal temps et il y a déjà eu de nombreux débats.

Mme LANDAIS : quand il arrive un document comme ça c'est très lourd.

M le Maire : je suis tout à fait d'accord.

Mme LANDAIS : Personnellement je ne suis en mesure de me prononcer sur ce document.

Mme QUERAL : je soutiens ce que vient de dire Marie-Ange. Il est dommage que nous n'ayons pas eu cette présentation en dehors du conseil car c'est important et énorme. Chaque diapositive présentée, si on les avait présentées comme pour la salle des fêtes l'autre jour on aurait pu poser des questions et s'interroger. Je suis peut être d'une intelligence limitée mais il y a des diapositives que je n'ai pas comprises. Il y en a d'autres où j'ai un peu compris. J'aurais aimé poser des questions mais là je n'en suis pas capable. Je ne mets pas en cause le travail qui a été fait.

M WINTERSHEIM : des passages ont été traités en commission. Il y a eu la commission PLU qui a eu lieu le 4 septembre. Ce soir c'est globalement la même chose qui avait été présentée.

M le Maire : et c'était disponible auprès de l'adjoint car le dossier était disponible pour la population. D'ailleurs des habitants l'ont consulté.

Mme QUERAL : je pense que cela aurait mérité des explications.

Mme SARRAUTE : lors de la réunion publique, lorsqu'il y avait le cabinet, il y a eu beaucoup de détails de donnés. Je suis un peu de ton avis, il y a des choses que je ne maîtrise pas du tout car c'est très technique.

M WINTERSHEIM : alors que moi, au contraire, j'avais trouvé que le cabinet n'était pas entré suffisamment dans le détail.

M le Maire : suite à la réunion publique, plusieurs blayais sont venus consulter le dossier et poser des questions donc vous auriez très bien pu le faire.

Mme LANDAIS : plusieurs fois je l'avais demandé à Lionel et il m'avait répondu que le document n'était pas bouclé, complet.

M WINTERSHEIM : oui mais il y avait des choses disponibles. Le problème c'est que nous étions en phase de relecture, des corrections demandées au cabinet et les derniers dossiers sont arrivés récemment.

M le Maire : on ne pouvait pas donner un document en cours de validation mais il était disponible en Mairie.

Mme LANDAIS : le document final nous avons eu vraiment très peu de temps pour l'étudier.

M WINTERSHEIM : une enquête publique va être ouverte donc vous pourrez tout à fait donner votre avis.

M le Maire : on respecte la procédure : là c'est l'arrêt du projet.

M WINTERSHEIM : une chose qui a aussi conduit à avoir un calendrier serré c'est que nous avons deux projets que l'on souhaite mener ensemble car ils sont cohérents : AVAP et PLU. Nous souhaitons avoir une enquête publique qui se déroule en même temps et pas qu'elle se déroule au mois d'août. Nous voulons que l'enquête publique se déroule de manière sereine donc on devait faire un arrêt du projet assez rapide.

Mme LANDAIS : on a un règlement mais on n'a pas la mise en place d'un outil de contrôle et de gestion. On a évoqué en commission qu'il y a des travaux qui sont faits sans suivre forcément les règles donc à l'avenir quels seront les outils qui seront mise en place pour que ces règles soient effectivement suivies.

M WINTERSHEIM : aujourd'hui un des outils que l'on avait, c'était la DDTM qui faisait des contrôles mais cela à quasiment disparu et ils vont totalement disparaître à partir du 1^{er} juillet 2015 car la DDTM n'assurera plus ses fonctions d'urbanisme pour les collectivités. Donc en effet il va falloir se restructurer, des démarches sont en cours au niveau la CCB, du Pays et du département. Toutes les communes sont dans la même situation. La seule étape qui permet de faire respecter les règles c'est de faire des contrôles et frapper fort.

Mme LANDAIS : quand on dit frapper fort c'est qui ?

M le Maire : cela ne relève pas du PLU Mme LANDAIS. On est sur le PLU. Ce que vous évoquez c'est qu'est ce qui est mis en place en termes de police pour faire respecter les règles. Il faut trouver un système permettant de concilier le fait de respecter des règles et les pratiques actuelles.

Mme LANDAIS : la mise en place du PLU c'est peut être l'occasion pour faire cela.

M WINTERSHEIM : en effet c'est sûrement une occasion.

M le Maire : comme dans la Citadelle, j'ai vu une chose ce week-end, alors que l'on avait bien calé les choses et que tout est signé, ils me mettent une porte visible à 100 m. Franchement, c'est quand même un problème. Et ça c'est légion.

Mme LANDAIS : est-ce qu'il est prévu qu'elle disparaisse très rapidement ?

M le Maire : très rapidement, je ne sais pas mais cela ne restera pas en l'état. Les artisans sont également fautifs car ils le savent, qu'il y a demande d'autorisation. Ils ne le disent pas. Ils ne devraient pas intervenir sans autorisation mais certains le font. Ce n'est pas un sujet simple mais nous allons nous y atteler.

Mme LANDAIS : on s'abstient, mais non pas parce que l'on est contre le projet.

M le Maire : ne vous inquiétez pas, je sais faire la différence. Le sujet repassera en conseil donc vous pourrez voter pour si vous le souhaitez, vous pourrez vous rattraper, il n'y a pas de problème.

Départ de Mme Béatrice SARRAUTE à 21h26 avant le vote – retour à 21h27 après le vote.

Pour : 20

Abstention: 5 (Mmes Marie Ange LANDAIS, Nadine QUERAL et Isabelle BESNAULT et Ms Thierry BODIN et Vincent LIMINIANA)

Contre :

Après en avoir délibéré le conseil municipal adopte la délibération à l'unanimité.

20 - Création de l'Aire de mise en Valeur de l'Architecture et du Patrimoine (AVAP) : Bilan de la concertation préalable et arrêt du projet avant avis de la Commission Régionale du Patrimoine et des Sites et mise à l'enquête publique

Rapporteur : M. WINTERSHEIM

Depuis le 7 juillet 2008, le Verrou de l'estuaire (composé de la Citadelle de Blaye, du Fort Pâté et du Fort Médoc) est inscrit sur la liste du Patrimoine mondial de l'UNESCO, aux côtés de 11 autres sites du Réseau des sites majeurs de Vauban.

Afin de garantir la protection de ce patrimoine exceptionnel, le conseil municipal a formulé un avis sur le principe de création d'une Zone de Protection du Patrimoine Architectural, Urbain et Paysager (ZPPAUP), par délibération du 24 mai 2007. Cette mesure de protection a pour objectifs principaux :

- L'adaptation des abords de monuments historiques : conservation et mise en valeur de perspectives majeures sur des monuments,
- Une meilleure prise en compte des espaces architecturaux, urbains et paysagers pour leurs qualités propres et leur valeur patrimoniale intrinsèque,
- Une volonté d'harmoniser et de compléter les protections existantes relatives au patrimoine naturel et bâti afin d'en assurer la gestion cohérente,
- Une gestion transparente grâce à la rédaction d'un énoncé des règles soumises à enquête publique et opposables aux tiers.

Par délibération du 28 avril 2009, le conseil municipal a mis à l'étude la création de la ZPPAUP. Le périmètre de cette zone s'étend sur les communes de Blaye et de Cussac-Fort-Médoc.

La loi n°2010-788 du 12 juillet 2010 portant Engagement National pour l'Environnement (dite « Grenelle 2 ») a introduit dans le code du patrimoine et en particulier aux articles L 642-1 à L 642-10 le dispositif des « Aires de mise en Valeur de l'Architecture et du Patrimoine » (AVAP) et le décret n°2011-1903 du 19 décembre 2011 en a défini le contenu et la procédure d'établissement.

L'AVAP est une servitude d'utilité publique.

Cette aire doit définir les enjeux patrimoniaux culturels du territoire, déterminer les objectifs permettant d'en assurer la protection patrimoniale dans toutes ses composantes (architecturale, urbaine, historique, archéologique et paysagère) et mettre en œuvre les modalités de leur gestion raisonnée en fonction de la spécificité des lieux ainsi que des principes liés au développement durable. Cette transformation porte notamment sur un volet environnemental intégré à l'étude et sur la création d'une instance consultative : la commission locale AVAP (CLAVAP).

Cette instance a pour mission d'assurer le suivi de l'élaboration et la mise en œuvre des règles applicables à l'AVAP. Dans le cadre de l'instruction des demandes d'autorisation de travaux, elle peut être consultée par l'autorité compétente.

Suite à cette modification, par délibération du 26 juin 2012, le conseil municipal a donc défini les modalités de concertation avec la population pour l'AVAP (réunions publiques, information et articles dans le bulletin municipal, informations dans la presse, tenue d'un registre en mairie, permanences d'élus et techniciens, exposition, brochures), et créé une commission locale de l'AVAP.

Conformément aux modalités définies dans la délibération du 26 juin 2012, la concertation préalable s'est effectuée selon les modalités suivantes :

Moyens d'information utilisés :

- ✓ articles dans le journal municipal « Blaye Infos » (6 articles)
- ✓ articles sur le site internet de la commune (avec diffusion d'une vidéo pour la concertation avec les habitants)
- ✓ campagne d'affichage sur la commune (pour annoncer les réunions de quartier)
- ✓ distribution de prospectus toutes boîtes aux lettres pour les réunions publiques
- ✓ Publications insérées dans la presse (via les quotidiens « Sud Ouest » et « Haute Gironde ») (12 articles)

Moyens offerts au public pour s'exprimer et engager le débat :

- ✓ Réunions publiques (communes avec le Plan Local d'Urbanisme, les deux démarches d'élaboration de ces projets ayant été menées en parallèle)
 - 4 réunions publiques par quartiers (territoire communal divisé en 4 quartiers : le centre ancien (centre-ville), la zone est (quartier pavillonnaire), le quartier sud (Bacalan / Sainte Luce) et l'entrée nord de la ville) organisées afin de comprendre l'expérience de la vie quotidienne des habitants et leurs manières de penser le territoire : rencontres organisées tous les jeudis du 3 au 24 juin 2010. 166 Blayais se sont mobilisés à cette occasion, soit 3,5% de la population.
 - 1 réunion publique à destination de tous les habitants de la commune (24 septembre 2014) : présentation du projet d'AVAP avant arrêt.
- ✓ Entretiens avec l'adjoint au maire délégué à l'urbanisme
Il est affiché sur le site internet de la mairie que l'adjoint au maire délégué à l'urbanisme peut recevoir les habitants sur rendez-vous.
Cela a notamment permis à des blayais de formuler leurs interrogations sur les incidences de l'AVAP sur leur(s) parcelle(s).

Bilan de cette concertation :

Cette concertation a notamment permis d'enrichir le diagnostic du territoire par la réalisation du rapport de présentation.

Toutes les observations formulées grâce à ces différents moyens de concertation ont été étudiées, et ont parfois abouti à une adaptation du projet.

Le projet qui est soumis au Conseil Municipal pour approbation est le résultat de l'étude qui a été conduite conjointement par les Villes de Blaye, de Cussac-Fort-Médoc et l'architecte des Batiments de France. Cette étude a été réalisée par ArchiStudio – Metropolis – Celine Le Maire et Fabien Charlot.

Les différentes pièces constitutives du projet d'AVAP sont présentées au conseil municipal :

- Un rapport de présentation qui expose les motifs et les objectifs de l'AVAP, ainsi que les particularités historiques, géographiques, urbaines, architecturales et paysagères des territoires communaux,
- Un document graphique qui porte délimitation de la zone en quatre secteurs identifiés : site formant le verrou de l'estuaire, ville historique de Blaye et ancien bourg de Cussac, paysage viticole, et prairies humides et palus,
- Un règlement constitué de prescriptions.

Ce dossier d'arrêt du projet sera soumis à l'avis de la Commission Régionale du Patrimoine et des Sites (CRPS) prévue à l'article L 612-1 du code du patrimoine, le 11 décembre 2014. Ce projet donnera également lieu à

l'examen conjoint des personnes publiques associées mentionnées au b) de l'article L 123-16 du code de l'urbanisme.

Il sera ensuite soumis à enquête publique, conformément aux dispositions de l'article L 642-3 du code du patrimoine.

Vu la délibération du conseil municipal en date du 28 avril 2009 prescrivant la mise à l'étude de la création de la ZPPAUP,

Vu la loi n°2010-788 du 12 juillet 2010 portant engagement national pour l'environnement (dite « loi Grenelle II »), du décret n° 2011-1903 du 19 décembre 2011 et de la circulaire du 2 mars 2012 ;

Vu la délibération du conseil municipal en date du 26 juin 2012 ayant pour effet de substituer le dispositif de l'Aire de mise en Valeur de l'Architecture et du Patrimoine (AVAP) au régime juridique de la Zone de Protection du Patrimoine Architectural, Urbain et Paysager (ZPPAUP), de définir les modalités de concertation avec la population, et de créer une commission locale de l'AVAP ;

Vu l'avis favorable de la Commission locale de l'AVAP en date du 30 octobre 2014 ;

Il est proposé au conseil municipal :

- d'arrêter le projet d'AVAP tel qu'il est annexé à la présente délibération, et prendre acte du bilan de la concertation préalable ;
- d'autoriser Monsieur le Maire à transmettre pour avis le projet d'AVAP à Monsieur le Préfet pour saisine de la Commission Régionale du Patrimoine et des Sites (CRPS), ainsi qu'à l'ensemble des Personnes Publiques Associées.

La commission n°3 (Politique De La Ville - Urbanisme Et Patrimoine) s'est réunie le 28 novembre 2014 et a émis un avis favorable.

Diaporama en pièce annexe 2.

Mme LANDAIS : Si vous avez remarqué des incohérences au niveau des logements vacants moi j'en ai remarqué au niveau du volet historique de Blaye. Est ce que l'on pourra faire corriger la partie sur le volet historique au moment de l'enquête publique ?

M WINTERSHEIM : tout à fait, il suffira de transmettre les éléments au commissaire enquêteur. Quand il rendra son avis, il pourra intégrer des corrections. Ils ont corrigé certains éléments mais il en reste.

Mme LANDAIS : il y a plusieurs pages sur l'histoire de Blaye qui me heurtent vraiment. Il y a des choses complètement aberrantes.

M WINTERSHEIM : le cabinet est allé chercher des éléments dans Bellemer.

Mme LANDAIS : il s'est attardé sur l'ouvrage Abbé Bellemer sauf que cet ouvrage est dépassé et que depuis des études plus sérieuses ont été publiées.

M le Maire : ça ne changera pas grand-chose pour l'AVAP mais il est vrai que si nous pouvons avoir un document référent c'est mieux.

M CARREAU : j'espère que ces contraintes ne vont pas empêcher les rénovations de bâtiments. Si on met la barre trop haut les propriétaires n'auront peut être pas les moyens de financer les travaux et les bâtiments resteront alors des ruines.

M le Maire : les bâtiments ne sont pas en ruine.

M WINTERSHEIM : c'est tout l'enjeu de l'AVAP, c'est une aire de mise en valeur donc cela doit augmenter la valeur des choses.

M le Maire : si tu veux augmenter la qualité du cadre de vie tu es obligé d'augmenter les règles.

M CARREAU : qu'il y ait des règles tant mieux mais il faut qu'elles soient acceptables par tous.

M le Maire : tu n'es pas sur du Monument Historique.

M WINTERSHEIM : ni dans un secteur sauvegardé comme nous pouvons en voir à Bordeaux où ils rentrent dans les bâtiments.

M le Maire : c'est normal de ne pas pouvoir faire n'importe quoi. Je soutiens pleinement la politique de la DRAC et des ABF. On a eu des dossiers refusés récemment par les ABF et nous avons dû expliquer à l'habitant car il y a des géométries à conserver, des équilibres à préserver. Le problème c'est que les travaux à moindre coût ne doivent pas justifier de faire n'importe quoi : ce n'est pas possible.

M WINTERSHEIM : un propriétaire qui restaure mal son immeuble, personne n'a envie d'y vivre.

M le Maire : dès fois, il vaut mieux en faire moins et mieux, sinon nous n'aurons jamais une jolie ville. Blaye a un potentiel de ville touristique, le niveau de qualité augmente d'année en année, les ACR se développent, des réhabilitations se font pour du logement social : tout n'est pas une affaire de prix.

M CARREAU : l'avantage c'est d'avoir une règle et que tout le monde puisse la connaître. On a l'impression actuellement que personne n'a de règles.

M le Maire : il faut trouver l'équilibre.

M WINTERSHEIM : je pense qu'il faut le voir comme un outil éducatif.

M le Maire : le beau patrimoine de Blaye, il sera pris par des gens qui viendront chercher une qualité de vie qu'ils ne trouvent pas forcément dans d'autres petites villes et c'est par les règles que la qualité augmentera. Si on laisse faire des choses médiocres, on baissera et on n'arrivera pas à capter une population d'un milieu social dont on a besoin à Blaye pour alimenter la mixité. C'est donc très important d'avoir des règles qui font monter la qualité de vie.

Mme LANDAIS : comme le disait Lionel, on a la chance ou la malchance au niveau du patrimoine qu'il ne soit question que des façades donc à l'intérieur les gens peuvent faire ceux qu'ils veulent, c'est une grande souplesse.

M le Maire : il y a les toitures, les façades, les huisseries : les apparences.

Pour : 26
Abstention:
Contre :

Après en avoir délibéré le conseil municipal adopte la délibération à l'unanimité.

21 - Ilot de Fort Pâté : création d'un périmètre d'intervention par le Conservatoire du Littoral – Avis

Rapporteur : M. WINTERSHEIM

L'îlot de Fort Pâté, propriété privée, est mis en vente depuis le 23 juillet 2014.

Ce site, de par sa grande richesse patrimoniale et paysagère, est :

- classé au titre des Monuments Historiques depuis le 9 octobre 2013 (au préalable, il était inscrit depuis 1937),
- un des composants du Verrou de l'Estuaire (au même titre que la Citadelle de Blaye et le Fort Médoc), inscrit sur la Liste du patrimoine mondial de l'UNESCO depuis 2008 aux côtés de 11 autres sites du Réseau Vauban,
- classé en zone de préemption départementale au titre des Espaces Naturels Sensibles depuis 2006, et identifié en 2005 comme zone prioritaire d'intervention foncière par le Conservatoire du Littoral.

Par courrier du 7 octobre 2014, le Conservatoire du Littoral a confirmé qu'il porte, avec le Conseil Général de la Gironde, un intérêt certain pour ce site au titre des Espaces Naturels Sensibles, en cohérence avec son action

menée dans le secteur des îles de l'estuaire depuis 2005. Cet intérêt se matérialise par un projet d'acquisition de la partie terrestre de l'île, fort compris.

Le périmètre envisagé pour cette acquisition couvre l'intégralité de l'île :

- la propriété privée appartenant à la famille Bunel (parcelle AX3),
- le domaine public sur le pourtour de l'île : France Domaine – Bordeaux Port Atlantique (parcelles AX1 et AX2).

En ce qui concerne les modalités de gestion envisagées pour la suite : « La gestion sera assurée par le Conseil général de la Gironde, gestionnaire de l'île Nouvelle à proximité, et un gestionnaire de l'ensemble du verrou prendra le relais. L'objectif vu avec la DRAC vise à rendre le foncier public et à maintenir l'île et le Fort dans un état de protection minimum, sans organiser un accueil et des aménagements ».

A cette fin, un préalable indispensable à toute opération de maîtrise foncière menée par le Conservatoire du Littoral consiste en la création d'un périmètre d'intervention sur ledit secteur.

Ainsi, le Conservatoire du Littoral a sollicité le conseil municipal de Blaye pour émettre un avis sur ce projet.

Il est demandé au conseil municipal d'émettre un avis favorable sur la création de ce périmètre d'intervention élaboré par le Conservatoire du Littoral.

La commission n°3 (Politique De La Ville - Urbanisme Et Patrimoine) s'est réunie le 28 novembre 2014 et a émis un avis favorable.

M WINTERSHEIM : en commission nous avons émis un avis favorable avec un certain nombre de réserves qui portait sur qu'est-ce que c'est qu'un gestionnaire de l'ensemble du verrou ? Aujourd'hui il n'est pas identifié. Et sur le fait d'un état de protection minimum, sans organiser un accueil et des aménagements.

Mme HERMILLY : pourquoi sans organiser un accueil et des aménagements ?

M le Maire : parce qu'il n'y a pas forcément les moyens financiers pour réaliser ces travaux. En plus, le fort en lui-même n'est pas un monument qui est en capacité de recevoir beaucoup de public. Ils sont en train de travailler sur les capacités admissibles de public. Ce qui paraît important dans un premier temps c'est la réalisation de cônes de vision de manière à avoir une approche éducative sur le fonctionnement du verrou. Aujourd'hui, à cause des arbres, on ne voit pas le fort. Depuis la place d'armes, il serait intéressant d'avoir un cône de vision, sans forcément faire table rase des arbres car ils contribuent à maintenir les terres, à fixer l'île.

M LORIAUD : il y a une étude qui a été faite par l'architecte en chef, M GOUTAL, pour le compte de la famille BUNEL qui est encore propriétaire à ce jour, qui identifie les travaux à réaliser par rapport à l'urgence. Ils se chiffrent autour de 300 000 €. Et cela sera une obligation, c'est l'urgence 1. Cette étude a été réalisée dans le cadre du classement du monument historique.

M WINTERSHEIM : la commission a proposé d'émettre une réserve afin que la gestion ne se limite pas à une protection minimum mais qu'elle permette d'accueillir à minima du public c'est-à-dire pas de construction de ponton mais trouver des solutions plus légères permettant d'accueillir exceptionnellement du public. Et puis mettre également une interrogation sur la signification de « gestionnaire de l'ensemble du verrou ». Et en indiquant que cette proposition ne peut se faire sans l'aval des autres gestionnaires.

M LORIAUD : le réseau Vauban a rappelé que l'UNESCO n'obligeait pas l'ouverture des sites au public mais dans l'esprit de l'UNESCO il y a la volonté de faire de la médiation en direction du grand public c'est-à-dire de pouvoir ouvrir pour des petites jauges les sites. Il faut que le citoyen puisse s'en emparer.

Pour : 25

Abstention: 1 -M Gérard CARREAU

Contre :

M CARREAU : il y a des choses qui me gênent car on est toujours dans le fait de garder des choses qui ne servent plus.

Après en avoir délibéré le conseil municipal adopte la délibération à l'unanimité.

22 - Tableau des effectifs - Création de postes

Rapporteur : M. RIMARK

Conformément à la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires et à la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 complétée et modifiée portant dispositions statutaires à la Fonction Publique Territoriale et aux décrets :

- n°87-1107 du 30 décembre 1987 modifié portant organisation des carrières des fonctionnaires territoriaux de catégorie C,
- n°87-1108 du 30 décembre 1987 modifié fixant les différentes échelles de rémunération pour la catégorie C des fonctionnaires territoriaux,
- n°2006-1691 du 22 décembre 2006 portant statut particulier du cadre d'emplois des adjoints techniques territoriaux

Il est proposé au Conseil Municipal, la création au tableau des effectifs à compter du 01/01/2015, des postes suivants :

- 1 poste d'adjoint technique de 1^{ère} classe à temps complet rémunéré conformément à la nomenclature statutaire des décrets susvisés,
- 1 poste d'adjoint technique de 2^{ème} classe à temps complet rémunéré conformément à la nomenclature statutaire des décrets susvisés,
- 2 postes d'adjoint technique de 2^{ème} classe à temps non complet, soit 28/35^{ème}, rémunérés conformément à la nomenclature statutaire des décrets susvisés.

Les crédits seront prévus au budget principal M14 au chapitre 012.

La commission n°1 (Finances - Ressources Humaines - Administration Générale Et Associations Diverses) s'est réunie le 1 décembre 2014 et a émis un avis favorable.

Pour : 26
Abstention:
Contre :

Après en avoir délibéré le conseil municipal adopte la délibération à l'unanimité.

L'ordre du jour étant épuisé La séance est levée à 22 heures.

Ce compte rendu pourra faire l'objet de modifications lors de la prochaine séance.